

APPLICATION DE L'ARTICLE L.2122-22 DU CODE
GÉNÉRAL DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

CONVENTION DE PRESTATION DE SERVICE POUR LA
MISE EN PLACE D'UNE PERMANENCE NUMÉRIQUE AU
SEIN DU POINT D'ACCÈS AU DROIT

DIRECTION GÉNÉRALE ADJOINTE
ADMINISTRATION ET CITOYENNETÉ

ADMINISTRATION GÉNÉRALE

Hôtel de Ville
Place Jean Delvainquière
BP 30109 – 59393
Wattrelos Cedex

Nous, Maire de la ville de WATTRELOS,

Envoyé en préfecture le 08/01/2026

Reçu en préfecture le 08/01/2026

Publié le

S2LOW

ID : 059-215906504-20260106-ARAG_2026_01_08-AR

Vu l'article L.2122 - 22 4° du Code Général des Collectivités Territoriales
relatif à l'exécution et au règlement des marchés ;

Vu la délibération du Conseil Municipal n°2 du 27 mai 2020, portant
délégation d'attributions dudit Conseil Municipal au Maire de WATTRELOS,
transmise à Monsieur le Préfet du Nord le 29 mai 2020 ;

Considérant qu'une permanence numérique au Point d'Accès au Droit a été
mise en place par décision municipale du 18 février 2025 afin de contribuer à la
lutte contre l'illectronisme ;

Considérant que cette permanence assurée par l'association INTERFACES
a permis d'assister un grand nombre d'utilisateurs ;

Considérant qu'il est utile de renouveler cette permanence numérique ;

Considérant que l'association INTERFACES, labellisée France Services,
possède toutes les qualifications et compétences pour réaliser cette permanence ;

Considérant qu'il convient de signer une convention de prestation de
service entre les parties pour une durée d'un an ;

D É C I D O N S

ARTICLE 1 : L'association INTERFACES est chargée de réaliser des permanences numériques
au POINT D'ACCÈS AU DROIT, situé 29 rue Carnot à Wattrelos, en vue de contribuer à la lutte contre
l'illectronisme.

ARTICLE 2 : Une convention de prestation de service est conclue entre la Commune et
l'association INTERFACES afin de mettre en œuvre ce dispositif durant l'année 2026. Chaque
permanence (3h30) fait l'objet d'un coût de 110 euros nets.

ARTICLE 3 : Conformément à l'article L.2122-23 du Code Général des Collectivités
Territoriales, il sera rendu compte de cette décision à la prochaine réunion du Conseil Municipal. Cette
décision sera publiée sur le site internet de la Commune.

La présente décision est rendue exécutoire et peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal
Administratif dans un délai de 2 mois à compter de sa publication. Le Tribunal Administratif
peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site
internet www.telerecours.fr.

Acte certifié exécutoire de plein droit en application de la
Loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée et complétée par
la Loi n° 82-623 du 22 juillet 1982

Wattrelos, le
Le Maire,

08 JAN. 2026

Dominique BAERT

Fait à Wattrelos, le 6 janvier 2026
Pour extrait certifié conforme,
Le Maire,

Dominique BAERT